



STELLANTIS CTCY

Lundi 21 avril 2025

Bayrou et le budget : charmer les marchés, flouer les travailleurs

Quarante milliards d'euros. La semaine dernière, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a chiffré les « efforts supplémentaires » à réaliser dans le budget 2026. Ces 40 milliards, le gouvernement s'apprête à les retirer aux services publics, aux hôpitaux, aux écoles, aux collectivités. Et tout simplement les voler à ceux qui financent et utilisent ces services : les travailleurs et les classes populaires.

L'art de faire des économies dans les poches des autres

Bayrou, pourtant plus impopulaire que jamais, a enfoncé le clou par une conférence le lendemain. Il l'a voulu « pédagogique ». Et le voilà qui nous sermonne à grands coups de graphiques colorés et de PIB par habitant, en parlant lentement pour qu'on comprenne : « Nous ne travaillons pas assez. » Nous ? Qui ça ? C'est sûr qu'en termes de pédagogie, le Premier ministre n'a pas beaucoup travaillé : la rengaine est carrément réchauffée. Les exploiteurs répètent sur tous les tons que les travailleurs doivent suer toujours plus de profit.

Une internationale de brigands, grands et très grands

Il a qualifié l'attitude de Trump avec l'Ukraine et les annonces des nouveaux droits de douane de « tsunami », de « cyclone », de « coup de théâtre » ... Quel cinéma, oui ! Car les politiques menées ne sont pas si différentes. À voir Bayrou se languir de l'état des finances du pays il y a trente ans, ou parler du général de Gaulle la larme à l'œil, on pouvait le croire à deux doigts de scander « Make France Great Again ».

Macron propose d'accueillir les chercheurs américains attaqués violemment par Trump mais Bayrou a taillé lui aussi dans le budget 2025 de l'enseignement supérieur 1,5 milliard d'euros (une baisse d'environ 6 %) il y a deux mois. Cela n'a pas empêché le même Bayrou de se plaindre dans son discours de la gestion du budget de ses prédécesseurs : « Nous aurions dû investir dans la recherche. »

Et quand il qualifie Trump ou Poutine d'agresseurs, c'est pour mieux justifier l'augmentation des dépenses militaires : voilà un secteur où l'État ne compte pas faire d'économies. Pour défendre son profit et ses marchés contre le requin d'à côté, il faut du matériel. Et tous ces dirigeants, tous les grands de ce monde,

entendent mettre au pas la classe ouvrière, à l'usine ou pour le front.

Travailleurs de tous les pays : unissons-nous !

Une seule étincelle cocasse dans cette soupe rodée pour les marchés : Bayrou a cité Lénine et Trotski ! « Seule la vérité est révolutionnaire. » Est-ce que les livres des militants communistes sont arrivés sur sa table parce que le spectre d'une révolution lui donne quelques sueurs froides ? Car à trop tirer sur la corde, on ne sait jamais quand elle craque. Ça, tous les politiciens de la bourgeoisie le savent.

Elle a craqué par exemple en Turquie où des centaines de milliers de manifestants remettent en cause le régime du dictateur Erdogan après un énième abus de pouvoir. Une révolte qui pourrait bien se développer et impacter toute la région moyen-orientale, que les capitalistes ont transformé en un nœud sanglant, mais aussi l'Europe, pour laquelle la Turquie fait le garde-frontière mercenaire. Une possibilité loin d'être isolée, alors que les mouvements de révolte se multiplient ces dernières années aux quatre coins de la planète.

C'est une possibilité et c'est une nécessité. C'est en refusant leurs budgets, leur agenda, leur monde, c'est en prenant nos affaires en main, que nous pourrons opposer à leur internationale de brigands notre solidarité internationale de travailleurs. C'est le sens historique de la journée de grève et de manifestation du 1^{er} mai, que le mouvement ouvrier a institué il y a presque 150 ans, notamment pour exiger la réduction du temps de travail. Soyons nombreuses et nombreux dans la rue ce jour. Lénine et Trotski apprécieront. Bayrou pas sûr.

D'une doxa à l'autre

Il y a 5 ans le télétravail massif était censé être le summum de l'organisation du travail selon la direction, « la règle » disait-elle doctement. Las ! Tout et son contraire et n'étant pas à une contradiction près, moins d'une demi-décennie plus tard, il faudrait revenir sur site 3 jours par semaine parce qu'il serait bon de pouvoir retravailler plus en équipe. Ah bon ? Sans blague ! Sauf que nous on s'est organisés avec le télétravail et chaque changement impacte nos vies, alors 2 jours, 3 jours ou pas du tout c'est à nous de décider !

Un déménagement au poil

Pour les collègues du CEMR qui déménagent vers le Green campus, le retour à 3 jours sur site impliquerait un manque de 1 000 places de bureau, 900 places de parking et 1 100 places pour la restauration. La direction envisage alors de garder le CEMR B ou de réoccuper des surfaces au B5 coté usine !

Si la direction veut faire revenir les salariés sur place, qu'elle le fasse quand il y aura les surfaces adéquates, pas avant !

A l'usine de Poissy, une première étape... qui en appelle d'autres

En l'absence d'engagement sur un nouveau véhicule après la Mokka, tout le monde a bien compris que l'usine de Poissy est promise à la fermeture dans les prochaines années. Des salariés décidés à ne pas se laisser faire sans réagir ont déjà donné le ton : mardi 15 avril, il y a eu 120 grévistes en équipe du matin et 55 l'après-midi pour crier leur hostilité à la fermeture et exiger des garanties pour leur avenir (préretraite, reclassement interne et externe au groupe, formation, indemnité de licenciement...)

Les débrayages ont été un succès, au Montage la chaîne s'est même arrêtée le matin. Les grévistes réunis en assemblée générale ont voté la création d'un comité de mobilisation pour organiser la suite de la lutte, car cette dernière ne fait que commencer.

Tavares a préparé son avenir

À l'assemblée générale des actionnaires, beaucoup ont exprimé leur colère car Tavares a plombé les résultats du groupe et est parti en démissionnant avec 34 millions d'euros d'indemnités. Scandale pour les requins : Tavares ne leur a pas rapporté assez.

Casse sociale internationale

Stellantis va supprimer encore 350 emplois dans les usines du sud de l'Italie de Pomigliano d'Arco, qui fabrique la Fiat Pandina et de Fiat Pratola Serra qui produit des moteurs. Il y avait 55 000 salariés de Fiat en Italie en 2021, il n'en reste plus que 38 000.

En France, comme Italie, pour faire plus de profit, les Familles Agnelli et Peugeot massacrent l'emploi.

Mort d'un dealer d'opium du peuple

Le pape est mort. Il s'était illustré par une tentative de modernisation de l'Église : soutien à Gaza, aux migrants, adoucissement du discours sur les homosexuels. Mais derrière ce vernis progressiste, il était resté fidèle aux fondamentaux : défense de la famille, de la propriété privée, hostilité à l'avortement. Son soutien à la dictature de Videla dans l'Argentine des années 1980 et la défense des prédateurs au sein de l'Église en ont fait un fidèle défenseur de l'ordre, comme tous ses prédécesseurs. S'il ne reviendra pas à la vie comme Jésus à Pâques, pas de doute que les idées réactionnaires de l'Église qu'il a défendues toute sa vie seront ressuscitées à nouveau par son successeur.

Chercheurs : Macron brasse encore du vent

À la demande de Macron, le 5 mai va se tenir à Paris un « sommet de la communauté scientifique » intitulé « Choose France for Science ». L'objectif affiché est d'accueillir « des centaines » de chercheurs venus de l'étranger, et en particulier des États-Unis où ils sont en proie à la vindicte de Trump. Sauf que dans un contexte où le gouvernement réduit toujours plus les crédits accordés à la recherche (-5,6 % cette année), on voit mal comment il parviendra à financer la venue de ces chercheurs... dont les salaires sont, au minimum, trois fois ceux des chercheurs français !

Macron se fait mousser sur le dos des Haïtiens

Macron a reconnu que la France a imposé « une forme d'injustice initiale » à Haïti. Une formule alambiquée pour parler du traité odieux obligeant en avril 1825 cette ancienne colonie française à payer 150 millions de francs or de l'époque afin d'indemniser les propriétaires d'esclaves. Haïti a dû emprunter la somme auprès des banques françaises et payer les intérêts jusqu'en 1952.

La première république noire indépendante a payé très cher pour avoir ébranlé l'ordre colonial. Mais les beaux discours n'aideront pas les Haïtiens, c'est aux profiteurs et à l'État français de payer !

Tunisie : une quarantaine d'opposants condamnés à de lourdes peines de prison

Un tribunal tunisien a prononcé des peines de prison allant de 13 à 66 ans dans le cadre d'un procès visant une quarantaine de personnes, accusées de « complot contre la sûreté de l'État » et d'« adhésion à un groupe terroriste », sans aucune preuve à l'appui et sans que les avocats aient pu mener leurs plaidoiries ! Parmi les condamnés se trouvent des personnalités connues de l'opposition, que le pouvoir veut réduire au silence. Ce type de mascarade judiciaire est malheureusement devenu monnaie courante depuis le coup de force du président Kaïs Saïed à l'été 2021.